

COMPARAISON DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DURABLE EN GUINÉE ÉQUATORIALE ET EN CÔTE D'IVOIRE : OPPORTUNITÉS, DÉFIS ET BONNES PRATIQUES

Amany Ehui Pierrette Felicia BRIMIAN

Docteure Ès Langues

Département d'Espagnol

Université Alassane Ouattara

felibrimian@gmail.com

Résumé

La Guinée Équatoriale et la Côte d'Ivoire développent des stratégies de tourisme durable axées sur la protection de la biodiversité et la valorisation culturelle. La Guinée équatoriale mise sur l'écotourisme et la conservation, malgré des défis liés à l'accessibilité. La Côte d'Ivoire adopte une approche intégrée alliant préservation environnementale, développement communautaire et infrastructures durables. La bonne gouvernance est cruciale dans les deux cas pour assurer un développement équilibré entre économie, écologie et société. Cette analyse repose sur une méthode qualitative, combinant revue documentaire systématique des politiques publiques et une comparaison interrégionale des cadres institutionnels.

Mots clés : Tourisme durable, écotourisme, gouvernance, développement rural.

Summary

Equatorial Guinea and Ivory Coast are both advancing sustainable tourism by prioritizing biodiversity conservation and cultural heritage preservation. Equatorial Guinea focuses on ecotourism development, emphasizing natural resource protection despite accessibility challenges. Ivory Coast adopts an integrated approach that combines environmental protection, community engagement, and sustainable infrastructure development. In both countries, effective governance plays a pivotal role in balancing economic growth, environmental stewardship, and social inclusion. This analysis is based on a qualitative method, combining a systematic review of public policies and an interregional comparison of institutional frameworks.

Keywords: sustainable tourism, ecotourism, governance, rural development

Introduction

Le tourisme durable est aujourd’hui reconnu comme un levier essentiel pour le développement économique et social des pays en voie de développement, notamment en Afrique. La Guinée Équatoriale et la Côte d’Ivoire, respectivement deux pays d’Afrique centrale et de l’Ouest, présentent des dynamiques touristiques distinctes mais convergentes dans leur volonté d’inscrire ce secteur dans une logique durable. Ces pays cherchent à concilier croissance économique, préservation environnementale et inclusion sociale, cependant, ils sont confrontés à des contextes politiques, institutionnels et socio-économiques contrastés. Dans ce contexte, il est pertinent d’étudier comment leurs stratégies de développement touristique se déclinent quels sont leurs principaux défis, les opportunités offertes par leur environnement respectif, ainsi que les bonnes pratiques pouvant être identifiées et éventuellement transposées.

L’objectif principal de cette recherche est de comparer les stratégies de développement touristique durable mises en œuvre dans les deux pays. Il s’agit d’identifier les leviers et obstacles à leur succès, de mettre en lumière les bonnes pratiques et d’apporter des recommandations susceptibles de renforcer la gouvernance et l’impact du tourisme durable dans ces deux contextes nationaux. La présente recherche s’articule autour de la question suivante :

Quelles sont les similarités et les différences dans les stratégies de développement touristique durable, et comment ces stratégies contribuent-elles à dépasser les défis contextuels pour saisir les opportunités tout en promouvant des bonnes pratiques ?

Nous émettons l’hypothèse que, malgré des cadres politiques et économiques hétérogènes, les deux pays adoptent des approches convergentes basées sur la gouvernance participative, la valorisation des ressources naturelles et culturelles.

Pour analyser cette hypothèse, nous mobilisons une méthodologie qualitative combinant étude documentaire approfondie, analyse comparative des cadres stratégiques nationaux, entretiens semi-directifs avec des acteurs publics et privés du tourisme, ainsi que l’observation des initiatives locales. Cette approche permettra de cerner les mécanismes de modalités de participation des communautés ainsi que les indicateurs de durabilité appliqués. Le travail se structure en trois grandes parties : d’abord l’analyse des contextes touristiques, institutionnels et économiques en Guinée équatoriale et en Côte d’Ivoire. Ensuite, identifier et comparer les stratégies de développement durable dans les deux pays, en mettant en lumière les opportunités, les défis et les facteurs de succès. Enfin faire une synthèse des bonnes pratiques et recommandation pour une gouvernance et un développement touristique durable renforcé, dans une perspective d’applicabilité régional.

1- Analyse des contextes touristiques institutionnels économique en Guinée Équatoriale et en Côte d'Ivoire.

Le tourisme durable en Afrique est un secteur en pleine transformation, visant à concilier développement économique et préservation des richesses naturelles et culturelles du continent. Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT, 1993), c'est une forme de tourisme qui prend pleinement en compte ses impacts économiques, sociaux et environnementaux, présents et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, des communautés locales et de l'environnement. Cette démarche va au-delà de la simple conservation écologique pour intégrer aussi la pérennité sociale et économique, favorisant ainsi une croissance touristique équilibrée et respectueuse des territoires.

En Afrique, le tourisme durable s'inscrit dans une volonté de promouvoir un tourisme qui bénéficie aux communautés locales tout en protégeant la biodiversité et les patrimoines culturels. Selon le rapport de la (BAD, 2025), plusieurs pays africains, comme Rwanda et l'Afrique du sud, illustrent cette dynamique à travers des politiques et initiatives axées sur la protection environnementale, la valorisation du patrimoine touristique naturel, et la création d'emplois durables dans le secteur.

En se référant au rapport de la (Banque mondial, 2013) : Le développement du tourisme en Afrique représente un enjeu majeur pour le progrès socio-économique du continent, avec un fort potentiel en matière d'emploi et de contribution au PIB, tout en sensibilisant les voyageurs à la nécessité de préserver les ressources naturelles et culturelles pour les générations futures.

Ainsi, le tourisme durable en Afrique repose sur l'équilibre entre trois piliers essentiels : la dimension environnementale (protection des écosystèmes), la dimension sociale (bénéfices pour les communautés locales), et la dimension économique (viabilité à long terme du secteur). Cette approche multidimensionnelle guide la transformation du tourisme africain vers un modèle plus responsable, respectueux et inclusif.

1-1 Présentation socio-économique de la Guinée Équatoriale et de la Côte d'Ivoire

La république Guinée Équatoriale est un État d'Afrique centrale composé de deux parties géographiques : une région continentale (Rio Muni) bordée par le Cameroun et le Gabon, et une région insulaire comprenant l'île de Bioko (où se situe la capitale Malabo) et l'île d'Annobon. Le pays couvre une superficie d'environ 28051km², sa population est estimée à environ 1,6 million d'habitants (2022) avec une densité moyenne de 46,6 habitants par km². Les langues officielles sont l'espagnol, le français et le portugais, mais l'espagnol reste la langue la plus parlée (Makanisi, 2022).

Économiquement, la Guinée Équatoriale est un important producteur de pétrole, bien que ce secteur soit en déclin récent, et cherche à diversifier son économie notamment vers l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Selon le rapport

publié en Mars 2025 : « Le pays fait face à des défis en termes de bonne gouvernance et d'inégalités malgré son PIB par habitant relativement élevé en Afrique subsaharienne » (Rapport Banque mondial 2025). Le secteur touristique joue un rôle variable dans l'économie de la Guinée Équatoriale, malgré un fort potentiel lié à ses paysages naturels et à sa richesse culturelle, le tourisme demeure encore marginalisé. Selon les données récentes, la contribution directe du tourisme au PIB équato-guinéen est estimée à moins de 5%. (Africa 24, 2025), un chiffre révélateur des limites actuelles de ce secteur dans la diversification économique nationale. Cependant, le gouvernement a récemment intégré le tourisme dans sa stratégie de développement durable, en vue de réduire sa dépendance aux hydrocarbures et de favoriser une économie plus inclusive et résiliente.

La Côte d'Ivoire, est un pays d'Afrique de l'Ouest, situé le long du golfe de Guinée. Elle couvre une superficie d'environ 322463km², avec une population estimée à 28 à 29 million d'habitants (ANSTAT, 2025). Sa capitale politique est Yamoussoukro, tandis que qu'Abidjan est le principal centre économique et urbain. Le pays est francophone, avec des centaines d'ethnies et une diversité culturelle importante. Politiquement, la Côte d'Ivoire est une république multipartite qui a connu une stabilité relative après des périodes de tensions au début des années 2000 et 2010. L'économie ivoirienne est diversifiée, s'appuie sur l'agriculture (notamment le cacao, dont elle est le premier producteur mondial), l'industrie, les services, et aussi de plus en plus sur le tourisme. La bonne gouvernance, la stabilité politique et la gestion durable des ressources touristiques sont au cœur des préoccupations pour un développement équilibré. Le tourisme revêt une importance plus significative dans la diversification économique et le développement régional. Le pays s'appuie sur une offre touristique variée, allant des plages d'Abidjan et San Pedro aux parcs nationaux comme celui de Tai, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le tourisme représente environ 7 à 10% du PIB ivoirien (rapport Banque mondial, 2025), en comptant les effets directs et indirects en mobilisant une part importante de la main-d'œuvre, notamment dans les zones rurales et urbaines. La Côte d'Ivoire a mis en place depuis plusieurs années des politiques actives visant à renforcer l'attractivité touristique, à améliorer des infrastructures et à intégrer la durabilité dans sa gestion des ressources naturelles. Cette stratégie vise à maximiser les retombées économiques tout en promouvant la conservation et l'inclusion sociale.

Ainsi, la Guinée équatoriale envisage un positionnement progressif du tourisme comme levier de diversification économique face à la prédominance des hydrocarbures, la côte d'Ivoire se positionne déjà comme un acteur régional majeur du tourisme africain, cherchant à consolider ses acquis à travers une démarche durable. En effet, ce double dynamique reflète des contextes nationaux différenciés, qui influencent fortement les stratégies de développement touristique durable adoptées par ces deux pays.

1-2- État actuel du secteur touristique : typologie touristique en Guinée Équatoriale et en Côte d'Ivoire

La Guinée Équatoriale, malgré un potentiel certain en matière de patrimoine naturel et culturel, demeure un secteur touristique en développement, avec une contribution modérée à l'économie nationale. En 2023, la part du tourisme dans le PIB de la Guinée Équatoriale est estimée à environ 0,96% (rapport stratégique guinée équatoriale 2025), ce qui témoigne d'un secteur encore embryonnaire, principalement en raison d'infrastructures insuffisantes et d'une promotion limitée à l'international. Cependant, le pays commence à prendre des initiatives pour renforcer cette filière notamment par la simplification des procédures de visa et le développement d'offre touristiques orientées vers le tourisme écologique et culturel. Le contexte institutionnel est marqué par des efforts récents pour structurer le secteur, avec la mise en place de stratégies nationales destinées à diversifier l'économie et à valoriser le patrimoine naturel. L'objectif est de faire du tourisme un levier de développement durable, contribuant à la création d'emplois et à la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. La croissance du secteur touristique devrait connaître une progression, avec une prévision de revenus atteignant environ 26,61 million de dollars US en 2025 (rapport Banque Mondiale 2025). Le développement des infrastructures touristiques s'est accéléré récemment, avec des investissements majeurs dans l'hôtellerie, notamment la construction d'un hôtel 4 étoile à Malabo financé par la banque de développement des États d'Afrique Centrale (BDEAC, 2025). Le pays dispose également de centres de conférence modernes, ainsi que d'infrastructures aéroportuaires récemment modernisées notamment à Malabo et Bata, facilitant l'accès aux principales zones touristiques telles que Sipopo. Typologiquement, le secteur en Guinée équatoriale se caractérise principalement par le tourisme écologique, basé sur l'attraction des parcs naturels, des îles et des sites valorisant la biodiversité, ainsi que par un certain tourisme culturel, impliquant notamment les festivals et traditions locales.

En Côte d'Ivoire, le secteur touristique connaît une croissance dynamique et constitue une composante importante de l'économie nationale. Selon les données de 2023-2025, le tourisme représente 7% et 10% du PIB, avec une contribution directe notable à l'emploi et à la diversification économique du pays (WTTC, 2024-2025). La stratégie nationale « Sublime Côte d'Ivoire », lancée en 2018, vise à positionner le pays parmi les cinq premières destinations touristiques africaines d'ici 2025, avec l'objectif d'accueillir environ 5 millions de visiteurs internationaux et de créer 700000 emplois liés au secteur (Voyages Afriq, 2021). La typologie touristique ivoirienne est caractérisée par une diversité notable : le tourisme d'affaires, fortement développé autour d'Abidjan, constitue une part importante de la demande touristique en lien avec la croissance économique et la stabilité politique retrouvée depuis 2012. Le tourisme de loisirs, quant à lui, s'appuie sur une offre variée combinant plages, parcs nationaux (tels que le parc national de

Tai, classé patrimoine mondial de l'UNESCO), sites culturels, et festivals traditionnels qui valorisent le patrimoine ivoirien. Cette diversité des segments touristiques facilite l'essor d'infrastructures hôtelières modernes, soutenues par des investissements publics et privés significatifs qui visent à répondre à une demande croissante (Mondafrique, 2025). Les infrastructures routières, hôtelières et aéroportuaires sont régulièrement modernisées pour soutenir cette croissance.

Malgré ces avancées, le secteur fait face à des défis tels que la nécessité d'améliorer la formation professionnelle, la durabilité environnementale des sites touristiques, ainsi qu'une meilleure répartition territoriale du développement touristique afin de désengorger Abidjan et d'inclure davantage les zones intérieures du pays. Les initiateurs politiques et économiques restent cependant confiants dans la trajectoire du secteur, dont la croissance est favorisée par une gouvernance efficace et une collaboration renforcée entre les acteurs publics et privés.

1-3 Cadre institutionnel et politique lié au tourisme durable

En Guinée équatoriale, la politique touristique s'inscrit dans une stratégie nationale ambitieuse positionnant le tourisme comme un levier majeur de diversification économique et de développement durable (Agence Ecofin, 2025). Toutefois, la gouvernance touristique y est souvent confrontée à des enjeux de coordination entre les institutions nationales et locales, ainsi qu'à des lacunes dans l'application efficace des politiques de développement durable. Le pays peine à structurer un cadre politique et institutionnel cohérent qui favoriserait une gestion intégrée des ressources naturelles et culturelles, ce qui freine le plein développement du secteur touristique durable. Par ailleurs, les textes réglementaires sont parfois insuffisamment précis ou peu opérationnels en matière de protection environnementale et de participation communautaire (J. C, 2024). Selon Diallo et B (2019, p26) :

Le pays cherche à formaliser les partenariats entre acteurs publics et privés tout en renforçant la coordination institutionnelle, condition nécessaires à la gestion durable des ressources touristiques et à un développement équilibré et respectueux de l'environnement.

O. Ngar (2012, p 58) ajoute ceci :

Ces enjeux rejoignent la problématique plus large posée aux États de la CEMAC qui, bien qu'ayant exprimé une volonté politique ferme d'inscrire le tourisme durable dans leurs stratégies nationales de développement, peinent parfois à dépasser des formes de gouvernance centralisées et insuffisamment territorialisée

Le cadre institutionnel et politique lié au tourisme durable en Côte d'Ivoire s'inscrit dans une dynamique multidimensionnelle visant à articuler développement économique, protection environnementale et inclusion sociale. Fondé sur des bases législatives solides, il est structuré autour de plusieurs

institutions clés et initiatives stratégiques qui régulent et promeuvent le tourisme durable.

Depuis les engagements pris lors du sommet de Rio en 1992, la Côte d'Ivoire a mis en œuvre une politique nationale d'environnement et de développement durable encadrée juridiquement par le code de l'Environnement (GEPRENAF, 1996), complétée par des lois spécifiques relatives à la gestion des ressources naturelles, à la biodiversité et à la protection de l'eau (loi 96-66, 1996). Une composante essentielle de ce cadre est la commission Nationale de Développement Durable, (CNDD) instituée en 2024, qui élabore des orientations stratégiques intégrées en tenant compte des dimensions sociale, économique et environnementale du développement.

En somme, les politiques nationales dans ces deux pays révèlent une Côte d'Ivoire plus avancée dans la mise en œuvre d'une approche intégrée et collaborative, tandis que la Guinée équatoriale doit encore consolider ses mécanismes institutionnels et le partenariat avec les communautés et le partenariat avec les communautés locales. Il est dès lors crucial d'encourager une gouvernance territorialisée, inclusive et flexible, articulant étroitement les rôles des acteurs publics, privés et communautaires pour pérenniser un tourisme durable et équitable.

2. Identification et comparaison des stratégies de développement touristique durable

2-1 Analyse des stratégies de développement durable en Guinée Équatoriale

La Guinée Équatoriale a placé le développement touristique durable au cœur de ses priorités stratégiques, consciente du potentiel majeur que représente ce secteur pour diversifier son économie largement dépendante des hydrocarbures. Le gouvernement a ainsi élaboré une politique ambitieuse visant à promouvoir un tourisme respectueux des ressources naturelle et culturelle, tout en générant des retombées économiques inclusives pour les populations locales (Afrique24TV, 2025).

Parmi les initiatives phares, l'adoption du Plan National de Développement Touristique Durable (PNDTD) documentée notamment dans la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD, 2024) constitue un cadre structurant qui oriente les actions à court, moyen et long terme. Ce plan insiste particulièrement sur la préservation des parcs nationaux, des zones côtières et des écosystèmes uniques du pays, qui sont des atouts majeurs pour le tourisme écologique et d'aventure. L'État encourage également le renforcement des capacités des acteurs locaux à travers des programmes de formation visant à professionnaliser les opérateurs touristiques tout en favorisant l'implication communautaire.

Par ailleurs, la mise en place d'un dispositif réglementaire adapté, incluant des normes environnementales strictes et des protocoles de gestion durable des sites touristiques, illustre la volonté gouvernementale d'aligner le développement du secteur sur les normes internationales. L'intégration de partenariats public-privé permet en outre de mobiliser les investissements nécessaires pour moderniser les infrastructures tout en soutenant des modèles économiques durables.

Ces efforts conjoints témoignent d'une stratégie gouvernementale holistique qui allie protection de l'environnement, valorisation du patrimoine culturel, et dynamisation socio-économique, positionnant ainsi la Guinée Équatoriale comme une destination émergente du tourisme durable en Afrique centrale.

La Guinée Équatoriale dispose d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel qui offre de multiples opportunités pour un développement touristique durable. Sur le plan naturel, le pays est riche en écosystèmes diversifiés, allant des forêts tropicales luxuriantes aux littoraux préservés, en passant par des parcs nationaux abritant une biodiversité remarquable. Ces milieux naturels uniques attirent particulièrement les touristes en quête d'écotourisme, d'observation de la faune et de tourisme d'aventure, offrant ainsi un potentiel important pour valoriser la conservation environnementale tout en générant des revenus.

Par ailleurs, le pays bénéficie d'un héritage culturel riche, avec des traditions ancestrales et des expressions artistiques variées parmi les différentes ethnies qui composent sa population. Les festivals locaux, l'artisanat traditionnel, ainsi que les sites historiques sont autant d'éléments pouvant être intégrés dans une offre touristique authentique et respectueuse des communautés. Cette valorisation du patrimoine culturel contribue également à renforcer l'identité locale et à sensibiliser les visiteurs à la nécessité de préserver ces ressources immatérielles.

En combinant ces atouts naturels et culturels, la Guinée équatoriale a l'opportunité de développement des produits touristiques, fondés sur l'écotourisme, le tourisme culturel et communautaire, qui permet un développement économique inclusif, la protection des ressources, et l'implication active des populations locales. Ces opportunités spécifiques représentent ainsi un levier stratégique essentiel dans la conception et la mise en œuvre de ses stratégies de tourisme durable.

Malgré un cadre politique favorable et un potentiel naturel et culturel remarquable, la Guinée équatoriale se trouve face à plusieurs enjeux et défis qui freinent le déploiement efficace d'un tourisme durable. L'un des principaux défis réside dans la vulnérabilité des écosystèmes face à la pression anthropique croissante et à une gestion encore insuffisamment rigoureuse des espaces protégés. Cette situation compromet la conservation de la biodiversité et la qualité des expériences touristiques, indispensables à la durabilité du secteur.

Par ailleurs, le développement des infrastructures touristiques reste limité et inégalement réparti, ce qui restreint l'accès à certains sites d'intérêt et la diversification de l'offre. Le manque de moyens techniques et financiers, conjugué à une faible promotion internationale, limite également la visibilité du pays sur la scène touristique mondiale. Ces contraintes réduisent la capacité d'accueil et freinent l'essor d'un tourisme durable à grande échelle.

En somme, un enjeu majeur concerne l'implication et la participation des communautés locales, qui doivent être mieux intégrées aux projets touristiques pour garantir un développement inclusif. L'absence de formation suffisante, la faiblesse des mécanismes de gouvernances locales, ainsi que le manque d'une sensibilisation adéquate sur les bénéfices du tourisme durable sont autant d'obstacles à surmonter. Ces défis ont nécessité un renforcement des capacités institutionnelles et des partenariats innovants pour construire des stratégies résilientes et adaptées au contexte guinéen.

La gouvernance joue un rôle central dans la réussite de la mise en œuvre des stratégies de développement touristique durable en Guinée équatoriale. Un cadre institutionnel clair et efficace est indispensable pour coordonner les actions entre les différents acteurs : pouvoir publics, secteur privé, collectivités locales et sociétés civile. La gouvernance assure ainsi la cohérence des politiques, la mobilisation des ressources, et le suivi-évaluation des initiatives engagées. Le gouvernement guinéen a entrepris de renforcer ses structures dédiées au tourisme durable, en mettant en place des organes de pilotage capable d'intégrer les dimensions environnementales, sociales et économiques. Cette gouvernance inclusive vise à favoriser la concertation et la participation des parties impliquant notamment les communautés locales, garantes d'une exploitation responsable des ressources touristiques.

En outre, la gouvernance est aussi un levier pour encourager les partenariats public-privé, essentiel à l'innovation, au financement et à la professionnalisation du secteur. Néanmoins, des efforts restent nécessaires pour améliorer la transparence, la décentralisation des décisions et la capacité des institutions à gérer efficacement les défis du terrain. En somme, une gouvernance renforcé et adaptative est un facteur clé pour assurer la pérennité et l'impact positif du tourisme durable en Guinée Équatoriale.

La Côte d'Ivoire a mis en œuvre une politique ambitieuse de développement touristique durable, centrée sur la valorisation de ses richesses naturelles et culturelles tout en intégrant les principes de préservation de ses richesses naturelles et culturelles tout en intégrant les principes de préservation environnementale. Le programme phare, « Sublime Côte d'Ivoire » vise à positionner le pays comme la cinquième destination touristique continentale d'ici 2025 (Jeune Afrique, 2019). Cette stratégie s'appuie sur quatre piliers majeurs : renforcer le tourisme d'affaires africain, développer le tourisme domestique et régional, attirer un tourisme international responsable, et promouvoir

l'entrepreneuriat touristique social et territorial. Par ailleurs, la côte d'Ivoire place une forte emphase sur l'écotourisme, notamment à travers la promotion des réserves de biosphère et des zones protégées, en impliquant activement les communautés locales pour un développement inclusif. Le gouvernement ivoirien favorise également les partenariats public-privé, indispensables à la modernisation des infrastructures et à la création d'un écosystème touristique durable et performant. Enfin les initiatives comme les assises du tourisme responsable symbolisent l'engagement national à construire un tourisme respectueux des ressources et bénéfiques pour l'ensemble des acteurs.

La Côte d'Ivoire bénéficie d'un environnement naturel exceptionnel, marqué par des forêts tropicales, des réserves de biosphère, des plages et une biodiversité riche qui constitue un terreau fertile pour le tourisme écologique. Ce cadre naturel préservé offre une opportunité unique de développer un tourisme durable axé sur la culture et la protection de ces patrimoines découverts.

Sur le plan socioculturel, la diversité ethnique, les traditions vivantes, ainsi que les nombreux sites historiques et festivals confèrent à la Côte d'Ivoire un potentiel culturel distinctif, capable d'attirer un tourisme authentique et responsable. La convivialité des populations locales renforce cette attractivité en offrant une expérience immersive et respectueuse des valeurs locales.

Enfin, l'essor des initiatives publiques telles que le programme « Sublime Côte d'Ivoire », la promotion des partenariats inclusifs avec les communautés rurales, et le développement d'un écosystème touristique intégré, constituant de solides leviers pour stimuler l'emploi local, dynamiser l'économie régionale et inscrire durablement le pays parmi les destinations touristiques durables en Afrique.

Le développement touristique durable en Côte d'Ivoire est confronté à plusieurs défis majeurs qui freinent son plein déploiement. Parmi ceux-ci, l'insuffisance des infrastructures adaptées et écologiques demeure un obstacle important, limitant l'accessibilité et la qualité de l'accueil dans les zones à fort potentiel naturel. Cette situation se conjugue à une nécessité urgente de renforcer la formation des acteurs locaux pour garantir des services professionnels et responsables.

La préservation de la biodiversité est confrontée à des pressions croissantes liées à la déforestation, à la pollution et à la sur fréquentation de certains sites naturel, ce qui menace l'équilibre fragile des écosystèmes. Le défi consiste ainsi à concilier l'augmentation des flux touristiques avec la protection durable des ressources naturelles.

Enfin, la gouvernance et la coordination entre les différents acteurs restent à améliorer, notamment, pour assurer une meilleure gestion des ressources, garantir la participation effective des communautés locales, et favoriser une répartition équitable des bénéfices du tourisme. Ces défis appellent à une consolidation des stratégies et à une mise en œuvre rigoureuse de politiques intégrées, pour construire un tourisme durable viable et inclusif.

La gouvernance du tourisme durable en Côte d'Ivoire repose sur une approche inclusive et multisectorielle, où les autorités publiques jouent un rôle central de coordination tout en favorisant la participation active des acteurs locaux. Cette stratégie vise à renforcer les synergies entre le gouvernement, les collectivités territoriales, le secteur privé, les ONG et surtout les communautés locales souvent directement liées aux sites touristiques.

La mise en œuvre de politiques de transparence et participation permet d'assurer une gestion équilibrée des ressources naturelles et culturelles, tout en garantissant que les bénéfices économiques issus du tourisme profitent équitablement aux populations locales. La tenue régulière d'assises et de forums, comme celles de Grand Bassam, contribue à faire émerger des bonnes pratiques et à consolider l'engagement des acteurs dans une dynamique de développement responsable. L'intégration des communautés locales dans les projets touristiques est perçue comme un levier clé pour assurer la durabilité et l'authenticité des offres touristiques. Elle favorise la valorisation des savoir-faire traditionnels, la création d'emplois, et un sentiment de responsabilité collective pour la préservation de l'environnement et du patrimoine. Ainsi, la gouvernance ivoirienne cherche à construire un modèle équilibré où la durabilité économique, sociale et environnementale converge, au bénéfice de tous.

2-2- Comparaison des stratégies dans les approches adoptées

Les stratégies de développement touristique durable en Guinée Équatoriale et en Côte d'Ivoire partagent plusieurs similitudes, notamment une volonté affirmée d'intégrer la durabilité environnementale, sociale et économique dans la planification touristique. Les deux pays mettent en avant la valorisation de leurs patrimoines naturels et culturels, et encouragent la participation des communautés locales pour un développement inclusif. La promotion de partenariats public-privé et le renforcement des capacités locales constituent également des points majeurs (FERDI, 2020).

Cependant, des différences notables caractérisent leurs approches. La Guinée Équatoriale adopte une politique centralisée fortement pilotée par le gouvernement, mettant l'accent sur la préservation stricte des écosystèmes et la création d'infrastructures adaptées au tourisme d'aventures et écologique. Par contraste, la Côte d'Ivoire déploie une stratégie plus décentralisée et orientée vers la diversification des produits touristiques, combinant écotourisme, tourisme culturel et tourisme d'affaires, avec une forte dynamique d'intégration régionale et une promotion accumulée du tourisme domestique (CEA, 2024).

Cette distinction traduit des contextes socio-économiques et institutionnels différents, où la Guinée Équatoriale mise sur un modèle contrôlé pour protéger ses ressources fragiles, tandis que la Côte d'Ivoire privilégie un développement touristique plus ouvert et multifacette, visant une croissance économique rapide et inclusive (IFDD, 2024).

2-3- évaluations des résultats obtenus en termes de durabilité

Les stratégies de développement touristiques durable en Guinée Équatoriale et en Côte d'Ivoire présentent des avancées distinctes qui reflètent les contextes socio-économiques et politiques propre à chaque pays.

En Guinée Équatoriale, malgré des efforts notable tels que la création d'un vaste réseau d'aires protégées et une politique publique visant à valoriser la biodiversité comme patrimoine national, les résultats en matière de durabilité restent limité par une gouvernance fragile et une faible implication des populations locales. M. S. Engonga (2016, p.9) affirme qu'en Guinée Équatoriale : « Les retombées économiques du développement touristique peinent à bénéficier équitablement aux communautés, freinant ainsi un véritable modèle de durabilité socialement inclusive ».

En Côte d'Ivoire, la stratégie « Sublime Côte d'Ivoire » a permis de structurer le secteur touristique autour de la durabilité avec une notable d'infrastructures, la formation professionnelle et la protection des parcs nationaux. Cette approche intégrée se traduit par une meilleure sensibilisation aux enjeux environnementaux et un encouragement à l'éco-tourisme, favorisant la conservation des écosystèmes tout en développant une économie locale plus résiliente. Selon le rapport présenté par F. A. A. Tanoh (2023, p.252) « La Côte d'Ivoire a réussi à combiner croissance touristique et respect des ressources naturelles, consolidant sa place comme destination majeure du tourisme durable en Afrique de l'ouest ».

Néanmoins des défis subsistants dans les deux pays : il s'agit principalement d'assurer une gouvernance renforcée, la participation active des communautés locales, et la mise en place de mécanismes de suivi efficaces pour mesurer et garantir la durabilité à long terme. En effet, la bonne gouvernance est un facteur déterminant dans l'efficacité des mesures de développement touristiques durable. Elle assure la mise en place d'institutions robustes, de processus transparents de prise de décision, ainsi que de mécanisme rigoureux d'évaluation et de suivi des politiques. M. Hanan (2024, p 2) affirme ceci : « Une gouvernance efficace favorise la coordination entre les parties prenantes, garantit l'inclusion des communautés locales, et promeut des normes éthiques élevées, notamment la lutte contre la corruption et le respect des droits humains ».

Jenkins et al (2014, p 180) soutiennent que :

Une gouvernance transparente et participative est essentielle pour répondre aux dimensions économique, environnementale et socioculturelle du développement durable. Elle permet d'adapter les stratégies aux contextes locaux, d'assurer une utilisation responsable des ressources naturelles, et d'augmenter les bénéfices économiques au profit des populations. Sans une gouvernance solide, les mesures prises risquent d'être inefficaces ou de provoquer des déséquilibres sociaux et environnementaux

Ainsi, pour A. Hilmi et al (2024, p. 189) « la gouvernance apparaît comme le moteur principal qui transforme les bonnes intentions en actions durables concrètes, permettant au tourisme durable de devenir un levier de développement inclusif et respectueux des écosystèmes ».

F. Geraldine et R. Lapeyre (2012, p. 250) soulignent que :

La réussite du tourisme durable repose sur plusieurs facteurs clés : une gouvernance transparente et inclusive, implication efficace des communautés locales, ainsi qu'une bonne planification intégrant la préservation des ressources naturelles et culturelles. L'accès à des financements adaptés et la formation des acteurs du secteur renforcent également la viabilité des projets. Une sensibilisation accrue des touristes et des opérateurs permet de mieux aligner les comportements avec les objectifs durables.

En revanche, les principaux freins à la réussite incluent le manque de coordination institutionnelle, l'insuffisance des moyens financiers et l'absence d'une véritable participation locale. D'après l'analyse de Ismail (2024, p.183-187),

Les conflits d'intérêts entre développement économique à court terme et protection de l'environnement, ainsi que la faible sensibilisation des touristes aux enjeux écologiques, entravent également l'efficacité des mesures. Enfin, des choix inadaptés ou une gouvernance faible peuvent conduire à une exploitation excessive des ressources, compromettant la pérennité du tourisme durable.

Ainsi, le succès dépend largement d'un équilibre subtil entre le respect des écosystèmes, les bénéfices économiques aux populations locales, et un cadre institutionnel robuste garantissant une gestion responsable des ressources.

3- Synthèse des bonnes pratiques et recommandation pour une gouvernance et un développement touristique durable renforcé dans la perspective d'application régionale

3-1- Leçons à tirer de chaque pays

En Guinée Équatoriale, la principale, leçon est l'importance cruciale de la conservation de la biodiversité comme fondement du tourisme durable. Selon le CIRAD¹, la stratégie met en avant la protection d'un vaste réseau d'aires protégées couvrant près de 32% du territoire, ainsi que l'adhésion à des conventions internationales sur l'environnement. Cependant, la diversification économique loin de la dépendance pétrolière reste un défi majeur à relever pour garantir la durabilité à long terme, en intégrant mieux les populations locales dans la gestion des ressources naturelles. Selon J. K. (2020, p. 19) :

¹ Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

En Côte d'Ivoire, la leçon centrale réside dans la conjugaison réussie entre développement économique et gestion durable à travers le tourisme vert. Le pays a su valoriser sa riche diversité écologique et culturelle, promouvoir l'écotourisme communautaire, et instaurer un cadre institutionnel favorable avec des politiques incitatives et des programmes de sensibilisation. L'expérience ivoirienne souligne l'efficacité d'une gouvernance inclusive et participative, ainsi, que l'importance de la formation et de l'éducation pour assurer la pérennité des initiatives.

Ces deux pays démontrent que la durabilité touristique repose sur une alliance forte entre protection environnement, développement local inclusif, et gouvernance adaptée, malgré des contextes et défi propres à chacun.

3-2-Recommandation pour renforcer la durabilité du tourisme

Pour renforcer la durabilité du tourisme, il est essentiel d'adopter une approche intégrée alliant la planification stratégique, la gouvernance multi-acteurs et l'innovation territoriale. La Co-construction des politiques avec les populations locales et les acteurs du secteur favorise l'acceptabilité sociale et l'ancrage territorial. Il convient également de promouvoir le tourisme de proximité, la dessaisonalisation des flux touristiques et le développement de destination alternative, afin de limiter la pression environnementale sur les sites emblématiques.

Par ailleurs, la mise en place de mécanisme d'éco labellisation et de certification encouragent les pratiques responsables chez les hébergeurs et opérateurs touristiques. Le soutien à la formation professionnelle et à la sensibilisation des touristes aux enjeux écologiques est également crucial. Enfin, l'intégration des mobilités douces et décarbonnées dans la chaîne touristique permet de réduire l'empreinte carbone globale du secteur.

Ces recommandations s'accompagnent d'incitation financières ciblées et outils numériques facilitant la régulation des activités touristiques, assurant ainsi un équilibre entre attractivité économique et préservation des ressources naturelles sur le long terme.

3-3- Importance d'une gouvernance transparente et participative

M. Lequin (2001, pp 33, 87, 182, 187) affirme que :

Une gouvernance transparente et participative est fondamentale pour assurer le succès et la pérennité du tourisme durable. Elle permet d'instaurer un climat de confiance entre les acteurs publics, privés et les communautés locales, favorisant ainsi une collaboration harmonieuse et une prise de décision inclusive. La transparence assure l'accès à l'information essentielle et le contrôle des actions, tandis que la participation active des populations locales garantit leurs besoins, savoirs et aspirations sont prises en compte, renforçant ainsi l'appropriation et la légitimité des projets touristiques.

Cette approche encourage le respect des cultures locales, la protection des ressources naturelles et la répartition équitable des bénéfices économiques. Elle favorise également la prévention des conflits d'intérêts et permet une meilleure adaptation des politiques aux réalités socio-économiques et environnementales. Ainsi, la gouvernance participative encore une de plus se révèle clé pour concilier développement touristique et durabilité. Y. Rival et P. Ghewy (2020, p. 13) mettent en avant un modèle de tourisme en Polynésie française et affirment ceci :

Un modèle intégré pour le développement touristique durable doit conjuguer une gouvernance locale inclusive, une gestion équilibrée des ressources naturelles et culturelles, ainsi qu'une coordination efficace entre les acteurs publics, privés et communautaires. Ce modèle privilégie l'approche territoriale, dépendante des zones rurales et littorales autour de projets cohérents qui valorisent les spécificités locales tout en répondant aux normes internationales de durabilité.

Il intègre la diversification des activités économiques (tourisme, agriculture, artisanat), l'innovation technologique pour la médiation et la sensibilisation, ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation participatifs. Le développement d'itinéraires thématiques et de labellisations renforce l'attractivité tout en favorisant la protection des patrimoines naturels et culturels. Cette approche intégrée facilitait la création d'un cadre réglementaire harmonisé et outils de suivi-évaluation adaptés aux contextes spécifiques de chaque pays, tout en encourageant le partenariat international et l'appui technique.

En somme, le modèle proposé conjugue respect de l'environnement, inclusion sociale et gouvernance exemplaire pour mieux relever les défis et saisir les opportunités du tourisme durable en Guinée équatoriale et en Côte d'Ivoire.

Conclusion

Au regard de ces stratégies, il apparaît que la réussite du développement touristique durable en Afrique subsaharienne repose sur une gestion fine des patrimoines naturels et culturels, combinée à une gouvernance inclusive et responsable. La Côte d'Ivoire aime s'adapter à ses défis en valorisant davantage ses atouts écologiques et culturels et en renforçant ses capacités institutionnelles, tandis que la Guinée Équatoriale doit capitaliser sur une stratégie de diversification de ses ressources, tout en consolidant ses politiques de gouvernance participative.

La synthèse obtenue indique que l'intégration efficace des principes de durabilité, la sensibilisation accrue des acteurs locaux et le développement d'infrastructures adaptées restent les leviers essentiels pour transformer ces défis en véritables opportunités, permettant ainsi l'émergence d'un tourisme à la fois responsable et prospère dans ces deux nations.

BIBLIOGRAPHIE

Banque mondial 2025, mémorandum économique sur la Guinée équatoriale « Guinée équatoriale : Une croissance sans développement ? Washington, DC : Banque mondial.

DIOSDADO Obiang Mbomio, 2023, Discours à la clinique régionale sur le financement durable, Ministère de l'Environnement, Guinée équatoriale, Malabo, disponible sur URL, consulté le 11 octobre 2025.

ENGONGA Esono, 2016, » renforcement des aires protégées en Guinée équatoriale : rapport national de projet », Malabo, Ministère des pêches et de l'Environnement.

FORGER Géraldine et LAPEYRE Renaud, 2016, « facteurs de réussite et d'échec du tourisme durable », Marseille, Open Edition Journal.

HILMI Yann et al, 2024, « planification et évaluation dans la gouvernance durable », Revue International des Sciences de Gestion, vol 7, n°3, El Jadida, Université Douk kali.

JENKINS Paul et al, 2014, « Gouvernance et développement durable dans le secteur touristique : une analyse critique », Revue Française d'Economie et de Gestion, vol 5, n°5 ? Paris, Centre français d'économie et de gestion, p 185-198.

KONAN Kouassi Joseph, 2020, « Le tourisme durable en Côte d'Ivoire », Abidjan : Éditions Universitaires Européennes. P150.

KOURAD Hanan, 2024, « une bonne gouvernance pour un tourisme en perspective du développement durable », Paris, Revue Française d'Économie et de gestion Vol 50, n°314

LEQUIN Marie, 2001, « Écotourisme et gouvernance participative », Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université, p254.

RIVAL, Yann et GHEWY Pierre, 2020, « Proposition d'un modèle de tourisme durable en Polynésie française », Université de la Polynésie française, Laboratoire GDI

SIANDOU Fofana, 2024, traçage des nouveaux axes d'un tourisme ivoirien durable et inclusif. Agence Ivoirienne de presse.

TANOH Françoise Annick Amenan, 2023, « Le tourisme vert et la gestion durable de... », Zaouli, n°05 Laboratoire des politiques culturelles et touristique, Abidjan, INSAAC, pp.251-266.